

Session de Zagreb – 1971

Le détournement illicite des aéronefs

(Dix-huitième Commission, Rapporteur : M. Edward Mc Whinney)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Considérant que les actes de capture ou d'exercice du contrôle des aéronefs en vol mettant en danger la vie et la santé des passagers et de l'équipage, ainsi que des personnes au sol ou dans d'autres aéronefs, au mépris de considérations élémentaires d'humanité, sont illicites d'après le droit international,

Considérant que de tels actes illicites sont susceptibles de mettre en danger la paix internationale et les relations amicales entre Etats,

Considérant que de tels actes illicites compromettent la liberté des communications internationales et portent une grave atteinte au bon fonctionnement des services aériens et ébranlent la confiance des peuples du monde dans la sécurité de l'aviation civile,

Compte tenu de la condamnation générale de ces actes illicites exprimée dans les Résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies, de l'O.A.C.I. et d'organisations inter-gouvernementales régionales,

I

Estime qu'aucun but ou objectif politique ou autre ne saurait justifier de tels actes illicites et que tout Etat sur le territoire duquel pourrait se trouver l'auteur de l'acte a le droit et le devoir, s'il ne procède pas à son extradition, d'engager contre lui des poursuites pénales.

II

Constate qu'entre autres, les règles suivantes du droit international s'appliquent à la matière :

1. Suivant les principes généraux du droit international aérien, tels qu'ils sont exprimés notamment dans la Convention de Chicago du 7 décembre 1944, les Etats doivent assurer la sécurité, la régularité et l'efficacité de la navigation aérienne et collaborer entre eux à cette fin ;

2. Suivant les principes généraux du droit international qui sont notamment exprimés par les articles 25 et 37 de la Convention de Chicago du 7 décembre 1944, les Etats doivent fournir assistance aux aéronefs en détresse sur leur territoire et, sous réserve de l'exercice d'un droit de contrôle par leurs propres autorités, permettre aux propriétaires de l'aéronef ou aux autorités de Etat dans lequel l'aéronef est immatriculé de fournir les mesures d'assistance que les circonstances pourraient rendre nécessaires ;

3. D'après le droit international général, les Etats ont l'obligation de ne pas laisser utiliser leur territoire aux fins d'actes contraires aux droits d'autres Etats.

Emet l'avis que, en conséquence, les Etats doivent prendre toutes les mesures appropriées en vue de donner effet à ces principes, notamment :

- a) pour prévenir l'accomplissement d'actes de détournement illicite d'aéronefs en vol, et,
- b) au cas où l'aéronef détourné atterrit sur leur territoire, pour rendre l'aéronef détourné à son commandant légitime ou lui en conserver le commandement,

permettre aux passagers et à équipage de l'aéronef détourné de poursuivre leur voyage dès que cela est possible,

faire en sorte que l'aéronef et sa cargaison soient restitués immédiatement aux personnes ayant un titre de possession légitime,

garantir la sécurité et la dignité humaine des passagers et de l'équipage jusqu'à ce que leur voyage puisse se poursuivre.

III

Constate que la préoccupation des Etats de régler les problèmes de détournement illicite d'aéronefs en vol a reçu une première réponse par l'adoption de la Convention relative aux infractions et certains autres actes commis à bord des aéronefs signée à Tokyo le 14 septembre 1963, ainsi que de la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs signée à La Haye le 16 décembre 1970 ;

Estime qu'en ratifiant ces Conventions et en prenant les dispositions leur dormant effet, les Etats contribueraient à mettre en oeuvre et à préciser les obligations énoncées dans cette Résolution ainsi qu'au développement progressif du droit international en la matière ;

Souligne en particulier l'urgence qu'il y a pour les Etats à procéder aux adaptations nécessaires de leur droit interne en vue de donner effet aux principes contenus dans les Conventions précitées.

IV

Les Résolutions qui précèdent ne préjugent pas la question de la prévention et de la répression de tous les autres actes de violence pouvant mettre en danger la sécurité des transports aériens ni la question d'une réglementation spécifique des sanctions contre les Etats qui ne rempliraient pas leurs obligations internationales en matière de détournement illicite d'aéronefs.

*

(3 septembre 1971)